

100 % halal en Ile de France : qu'attend Sarkozy pour virer Frédéric Lefebvre ?

écrit par Christine Tasin | 20 février 2012



A *Résistance républicaine* et à *Riposte laïque*, nous fustigeons régulièrement, depuis des mois, le gouvernement, qui s'est débrouillé pour enterrer deux propositions de loi –émanant pourtant de ses rangs- qui proposaient que la viande d'un animal abattu par abattage rituel soit étiquetée, afin que le consommateur n'achète pas (et ne consomme pas !) de la viande venant d'un animal condamné à souffrir de longues minutes après égorgement et ne subventionne ainsi un culte, puisque les bêtes estampillées

halal le sont moyennant une redevance à une mosquée.

Mais nous n'avons pas, non plus, [ménagé](#) le secrétaire d'Etat au commerce, Frédéric Lefebvre, qui a osé prononcer des paroles infâmes à propos d'un étiquetage de la viande provenant d'un abattage rituel : « *il serait susceptible de stigmatiser, aux yeux du consommateur, des pratiques d'abattage ayant des fondements relatifs à la liberté religieuse* », tout en ajoutant, bien sûr, l'argument-massue de l'économie "Enfin, un tel étiquetage différentiel serait de nature à déstabiliser les marchés de la viande de manière durable"... Incroyable, mais vrai. Et cet homme est secrétaire d'Etat.

Bien sûr, quand *Résistance républicaine* et *Riposte laïque* dénoncent des pratiques inadmissibles, ce sont de dangereux "fachos racistes". Quand le [voile se déchire](#) dans une émission de grande écoute comme *Envoyé Spécial* du jeudi 16 février et que Marine Le Pen s'appuie sur

l'enquête journalistique pour dénoncer les 100% de viande abattue selon le rite halal en Ile De France, le scandale fait la une des journaux et oblige gouvernement et medias à briser l'omerta sur le sujet, tout en faisant preuve d'une [malhonnêteté](#) certaine, Marine Le Pen ayant parlé de l'abattage halal tandis que medias et gouvernement parlent de viande distribuée... On joue sur les mots, afin d'essayer de cacher la réalité des chiffres fournis par le Ministère même de l'agriculture et les professionnels de la filière viande, plus de 50% des animaux abattus dans notre pays le sont selon le rite musulman ou, dans une moindre mesure, selon le rite juif. Voir le [Journal des Résistants](#) du 13 janvier.

Bien entendu, le gouvernement a pris, fin décembre, un décret (sans application jusqu'à présent, le gouvernement réservant cette patate chaude à son successeur) prévoyant qu'il n'y aurait

d'abattage rituel que sur demande spécifique de dérogation. C'est la loi. Non respectée depuis des lustres !!! On attend avec impatience de savoir quel gouvernement aura le courage de proclamer les décrets d'application devant les manifestations des musulmans, devant les queues dans les Préfectures pour obtenir les dérogations... et encore plus les modifications de tous les abattoirs halal en France qui devraient se reconverter (certains ayant même reçu des [subventions publiques](#) pour faire du tout halal...) et se remettre à étourdir les animaux, puisque seuls les besoins religieux doivent être pris en compte. On se demande aussi ce que vont devenir les demi-animaux que ne consomment ni les juifs ni les musulmans (voir JR du 13 janvier plus haut) , et qui ne vont plus pouvoir être revendus dans le secteur normal puisqu'échappant à dérogation. On se demande quelle action les professionnels de la filière vont pouvoir inventer pour faire retirer le décret.

Deux choses sûres seulement, trop de gens ont intérêt à ce que le décret ne soit jamais appliqué pour qu'il le soit effectivement, et le gouvernement qui devait sentir le vent tourner à propos de l'islam pendant la campagne électorale a pris ce décret de façon préventive afin de faire croire qu'il défend la laïcité et la cause des animaux...

Je ne suis pas sûre que les Français soient dupes, une fois de plus.

Mais que le secrétaire d'Etat qui a osé refuser l'étiquetage de la viande halal, ce qui était un minimum afin d'éviter à tous ceux qui vivent sur notre territoire de manger halal sans le savoir, comme l'a rappelé Marine le Pen, puisse demeurer en poste après ce scandale paraîtrait comme une provocation supplémentaire du gouvernement.

Il savait. Il a refusé d'agir. Son licenciement pour faute professionnelle serait la moindre des choses, non ?